



L'exil chilien en France, du coup d'Etat à l'acceptation de l'exil, entre violences et migrations"

Nicolas Prognon

► To cite this version:

Nicolas Prognon. L'exil chilien en France, du coup d'Etat à l'acceptation de l'exil, entre violences et migrations". Amérique Latine : Histoire et Mémoire. Les cahiers ALHIM, 2011, pp.ISSN electrónico 1777-5175. hal-00940717

HAL Id: hal-00940717

<https://hal.science/hal-00940717>

Submitted on 8 Feb 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'exil chilien en France, du coup d'état à l'acceptation de l'exil, entre violences et migration

PROGNON Nicolas

GRHI-UTM

Toute migration est brutale pour une population donnée, son caractère imposé lui confère une dimension propre en tant que rupture définitive avec une histoire personnelle et collective, et, en tant que processus de recomposition psychologique, culturel, socio économique et familial. De sorte que l'exil est l'aboutissement de circonstances exceptionnelles marquées par un haut degré de violence infligé à des individus. Dans cette optique, le renversement de Salvador Allende, le 11 septembre 1973, par une junta militaire constitue une rupture majeure dans l'histoire contemporaine du Chili et dans la vie de milliers de ses ressortissants. La brutalité du pronunciamiento et ses contingences provoquent une migration politique puis économique répartie dans plus d'une centaine de pays ; les principaux foyers d'accueil européens sont la Suède et la France. Nous nous intéresserons ici, à l'expérience des exilés en France pour expliciter les formes de violence endurées. Or, il est important de spécifier en liminaire qu'ils y ont été bien accueillis, ce qui témoigne des limites fluctuantes existant entre des données objectives et subjectives lorsque l'on étudie une population de migrants. En partant des conditions de départ dramatiques, nous retracerons les différentes trajectoires suivies par ces individus broyés par l'histoire, en insistant particulièrement sur les éléments déstructurants subis par cette diaspora. Nous limitons chronologiquement cet article à l'acceptation de l'exil qui représente un moment crucial – du moins pour la majorité des Chiliens – car, dès lors, la migration s'inscrit dans d'autres logiques, celles : de l'intégration, de vivre dans le temps présent et d'envisager un futur sur des bases concrètes. Nous proposerons des pistes d'appréciation de la rupture subie à la suite du coup d'Etat, qui conduit cette population à migrer, sur les mutations de leurs espaces temporel et quotidien pris dans leurs dimensions sociale et économique, et, sur les recompositions socio familiales connexes à cette émigration.

Violence politique et exil

Entre rupture et brutalisation de la population

Dès le 11 septembre, les militaires chiliens entament une refonte de la société. Dans leur souci de restaurer la « chilénité » perdue, ils se munissent d'un appareil juridico-répressif pour

asseoir leur contrôle sur la population ; pour ce faire, les nouveaux gouvernants appliquent les dogmes de la doctrine de la sécurité nationale. Les mois suivant le coup d'Etat sont marqués par une répression massive et peu sélective. La violence de l'intervention répond à un double objectif : étouffer les courants militaires proches de l'Unité Populaire et anéantir la résistance des opposants civils. Ce terrorisme d'Etat se concrétise par l'ouverture de camps de concentrations et de prisons, implantés dans l'ensemble du pays. Des opérations de nettoyage s'organisent ; la croisade lancée par la Junte est constante durant les dix-sept années du régime pinochétiste avec des pics de répression conjoncturels espacés de périodes de violence larvée et psychologique aux effets ravageurs¹. Du fait de l'espace imparti, ce texte ne peut fournir une description détaillée de l'évolution de la répression entre 1973 et 1989². Pour autant, nous pouvons en préciser les contours chronologiques et les orientations : entre 1973 et 1977, le régime militaire opère un traitement de choc appliqué par la DINA³, s'ensuit une période de quête de légitimité et de personnalisation du régime marquée, entre autre, par l'adoption du décret d'amnistie en 1978, étape pendant laquelle la répression est insidieuse, les protestas de 1983 représentent un point d'inflexion dans la violence d'Etat avec une résurgence de la torture systématique et de l'assassinat politique. Ce climat de terreur perdure jusqu'aux dernières années de la dictature⁴.

De cette manière, la déroute de l'UP est vécue comme un drame par ses sympathisants. Leur engagement était leur matrice et ils avaient le sentiment d'exercer une relative emprise sur les événements ; leur itinéraire personnel se confondait avec une histoire collective. Ainsi, la distinction entre travail et vie privée s'atténuait, ces deux sphères étaient reliées par l'activité syndicale et politique⁵. Mais, lorsque à l'ultrapolitisation succède, selon une temporalité extrêmement rapide, la dépolitisation, tout ce qui avait un sens est remis en cause. D'acteurs du changement, ils deviennent des proscrits. C'est le début d'une période d'exclusion proche

¹ Lire CODEPU, *Persona, estado, poder : estudios sobre salud mental, Chile 1973-1989*, Santiago, 1989, 277 p. et Katia Reszcynski, Paz Rojas, Patricia Barcelo, *Tortura y resistencia en Chile, estudio medico-politico*, editorial Emision, Santiago, 1991, 311 p.

² Selon les estimations courantes, il y aurait eu 1.198 Détenus-Disparus; 3.197 morts (~ 3500 selon les militants des Droits de l'Homme); et entre 30.000 (Rapport Valech) et 300.000 cas de torture. D'après Fanny Jedlicki, « De l'exilé héroïque à l'illégitimité du retornado. Les retours des familles de réfugiés chiliens en France », *Anuario de Estudios Americanos*, 64, 1, enero-junio, 87-110, Sevilla, 2007, p.88.

³ La Dirección de Inteligencia Nacional.

⁴ Ce découpage nous a été inspiré par la Comisión Etica Contra la Tortura, *Informe de la Comisión Etica contra la tortura*, al Presidente de la republica, Sr. Ricardo, Lagos, Santiago de Chile, 10 Diciembre del 2001, 70 p.

⁵ Claudio Bolzman, *Sociologie de l'exil : une approche dynamique : l'exemple des réfugiés chiliens en Suisse*, Editions Seismo, Zürich, 1996, p.120-123.

d'un « exil intérieur »⁶ où les conditions de vie sont redéfinies selon une logique martiale. Sur le plan économique, ils perdent leur travail, la plupart sont fichés sur des listes qui hypothèquent toute possibilité de retrouver un emploi équivalent. Ces individus sont marginalisés et isolés dans un contexte de fortes perturbations psychologiques ; l'engouement partisan cède la place à la peur et à l'insécurité. Pour mieux appréhender la portée du terrorisme d'état sur les victimes, il faut l'entendre comme une mécanique de déshumanisation des ennemis de la nation via un recours méthodique à la cruauté et au conditionnement dans un contexte d'impunité totale pour les tortionnaires⁷.

Une réponse à la violence : un exil historique

Aussi, la répression s'accompagne d'un exil massif⁸, compris ici comme une rupture spatiale avec le Chili, conjonction de la défaite et de leur déchéance politiques. Le départ est alors un choix imposé qui interdit toute possibilité de résistance sur place et la lutte doit se déplacer vers l'extérieur. Des milliers de Chiliens quittent le pays en se réfugiant dans des ambassades qui sont rapidement saturées⁹ ; d'autres essaient de fuir vers les pays limitrophes, l'Argentine et le Pérou, qui ne sont souvent que des lieux de transit. Et, à cette émigration politique s'ajoute les expulsions administratives ; ces bannissements, présentés comme une décision humanitaire, mettent un terme à l'incarcération. Par ce biais, les militaires se débarrassent de milliers d'opposants. Carmen se remémore ces instants douloureux :

« J'occupais un poste au gouvernement avec mon mari et je n'ai pas pu rester au Chili. J'ai reçu l'ordre de me rendre auprès des Forces armées. Je ne voulais pas aller dans une ambassade et j'étais prête à rester au Chili dans la clandestinité. Mais dès le 11 septembre, mon mari a été arrêté, alors je me suis rendue à la Nonciature où je suis restée trois mois avant d'être présentée à M. De Menthon, ambassadeur de France¹⁰ ». Jorge se souvient : « En 1973, j'étais cadre au sein de la direction du PC. J'ai vécu dans la clandestinité

⁶ *Idem*, p.123.

⁷ CODEPU, *op.cit*, p.121-143.

⁸ On estime qu'entre 5000 et 15000 Chiliens se sont réfugiés en France et que l'ensemble du phénomène a concerné en moyenne sur la période considérée (1973-1994) près de 8% de la population. Pour plus d'informations, consulter : N. Prognon, *op.cit*, p.65-85, José del Pozo, Exiliados, *Emigrados y retornados, Chilenos en América y Europa, 1973-2004*, RIL editores, Santiago, 2006, p.195-200, Ministerio de relaciones exteriores, *Chilenos en el exterior*, Santiago, 2005, 245 p.

⁹ L'ambassade de France aurait accueilli, d'après la Vicaria de la Solidaridad, jusqu'à 800 réfugiés. Pour avoir une idée du travail effectué par l'ambassade de France au moment du putsch, se reporter à Pierre De Menthon, *Je témoigne Québec 1967, Chili 1973*, Ed. du CERF, Paris, 1979, 150 p.

¹⁰ Entretien réalisé en août 1995 à Santiago.

jusqu'en 1976. Cette année-là, la direction intérieure du parti a été détruite par la DINA, et il était difficile d'entretenir une direction efficace. Pour moi, les risques étaient majeurs en tant que cadre, alors on m'a fait sortir du Chili¹¹ ».

Augusto a connu cet archipel répressif :

« En septembre 1973, j'étais enseignant à l'Université technique, membre du PCC et délégué de la CUT. Le 11 septembre, l'UTE a été encerclée par les Forces armées et nous avons suivi les consignes de la CUT. L'assaut a été donné le lendemain et j'ai été emprisonné au Stade Chile puis au Stade National. De là, j'ai été déporté au camp de Chacabuco. J'y suis resté jusqu'en septembre 1974, date à laquelle l'exil m'a été proposé¹² ».

La répression a eu des incidences directes sur les proches, qui étaient militants, à l'instar de Monica : *« J'étais journaliste à « El Siglo » et mon mari était un dirigeant de l'Unité populaire, qui était en Allemagne le jour du Coup d'Etat ; il y signait un contrat d'assistance technique pour le Chili. Après le 11 septembre, je me suis retrouvée seule avec mes deux enfants, sans ressources et sans maison. Mon mari m'a proposé de venir le rejoindre¹³ ».*

Dès lors, le régime présente l'exil comme un fait secondaire résultant d'un acte volontaire ou d'une concession gouvernementale. Bientôt, on parle d' « exil doré », et les bannis sont présentés comme des traîtres à la patrie qui n'assument pas leurs responsabilités dans ce contexte de crise, oubliant de rappeler qu'il s'agit d'une violation de l'article 9 de la déclaration universelle des droits de l'homme et qu'en vertu de la Constitution chilienne, le président de la République n'a pas la faculté d'expulser un Chilien ni de lui interdire l'accès au territoire national. Cependant, les décrets de la Junte modifient la Constitution et octroient des prérogatives arbitraires à l'Etat militaire. En cela, elle se dote d'un arsenal juridique pour expulser tout individu du Chili ; outre les mesures classiques d'octroi de sauf conduits et de visas de « courtoisie » visant à éconduire une ou plusieurs personnes via des réseaux institués, sont publiés différents décrets lois¹⁴.

¹¹ Entretien réalisé au siège du PCC à Santiago en août 1995.

¹² Entretien réalisé en août 1995 à l'Université de Santiago du Chili (USACH).

¹³ Entretien réalisé en juillet 1995 au siège de la revue « Cosas ».

¹⁴ Ces textes sont consultables dans les différents *Diario oficial* : décret loi n°81 du 6 novembre 1973, décret loi n°247 du 17 janvier 1974, le décret loi n°504 du 10 juin 1974, le décret loi n°604 du 10 août 1974 et le décret loi n°788 du 4 décembre 1974.

Conditions d'accueil, ressentis et redéfinition du cadre de vie

Rompre avec les usages sociaux et les référents temporel et spatial dans une situation critique

Dans ce contexte douloureux, se produit le premier contact avec la France par l'intermédiaire des institutions que les exilés ont eu tendance à assimiler à l'appareil répressif chilien. Ce rejet découle du fait qu'elles leur imposent l'acquisition d'un nouveau statut et d'une nouvelle identité. Malgré ces réticences, ils restent confrontés régulièrement à l'administration, pour le renouvellement de leurs titres de séjour temporaires ou pour trouver un emploi. Ils doivent lutter pour acquérir de l'autonomie et apprendre de nouveaux codes. Ces premiers temps sont les plus sensibles et les exilés en conservent des souvenirs plutôt négatifs. En conséquence, le syndrome de l'exil entraîne souvent un refus de tout ce qui se rapproche de la France, et en premier lieu, d'avoir à apprendre la langue. Car, tous sont persuadés du caractère transitoire de l'exil, la désillusion en sera d'autant plus traumatisante.

En outre, ils doivent modifier certains comportements en inscrivant leur temporalité dans l'agenda social du pays d'accueil qui induit une utilisation raisonnable de l'espace ; la contrainte des horaires, le temps des rendez-vous, le temps de discussion, le temps de visite et le temps de faire connaissance sont autant de situations problématiques¹⁵. Le caractère indicatif plus que normatif de la relation au temps au Chili n'est pas transposable dans la société française¹⁶ et les Chiliens sont dans l'obligation de s'organiser en fonction de cette normalité. Les pratiques les plus anodines sont à repenser, par exemple : annoncer une visite en tenant compte de l'heure de l'appel téléphonique, construire une relation sur le long terme ou dissocier l'espace privé des aires publiques. De plus, ils sont déconcertés par le seuil d'intolérance au bruit et la rareté des liens amicaux entre voisins ; or, ils réapprennent les codes d'une vie sociale.

Cette perception de la société française transparaît dans le témoignage d'Arturo : « *Le désordre me plaît. Mais en France, le désordre est limité. Par exemple, les trains partent et arrivent à l'heure, tout est parfaitement organisé*¹⁷ ». Pour Maria le pragmatisme français était parfois pesant : « *Les Français sont ponctuels et ont tout planifié. En hiver, les Français*

¹⁵ Claudio Bolzman, op.cit, p.153.

¹⁶ Lire M.E. Karsten, « Die bedeutung der Zeit in Migrationsleben », *Migration*, 1, 1987, p.109-113.

¹⁷ Eugenia Neves, *En Paris de fantasma*, Ed. Cantalao, Santiago, 1987, p.18.

*savent où ils vont passer leurs vacances d'été. La spontanéité n'existe pas*¹⁸ ». Andrès était décontenancé par le monde du travail : «*Le travail était très dur en comparaison avec celui que j'exerçais au Chili. Les horaires et le rythme sont durs. Tu ne peux pas respirer pour discuter, avoir un peu de temps pour la vie sociale*¹⁹ ». La révision de ces fondamentaux se répercute sur le processus d'intégration des exilés.

En sus de ces facteurs, se rajoutent des pathologies inhérentes aux situations de violence vécues étant donné qu'une partie des exilés a été victime de la répression²⁰. L'exil joue un rôle pathogène tout à fait caractéristique dans lequel leur formation idéologique conserve toute son importance car la violence intrinsèque au comportement révolutionnaire peut, parfois, favoriser une forme de résilience. Cependant, l'impossibilité de canaliser ce potentiel révolutionnaire entraîne des syndromes psychiatriques²¹. Les séquelles de la torture se présentent également sous la forme de symptômes post traumatiques qui dégénèrent en angoisses, insécurité et dépression. Cette dernière se traduit par un sentiment d'isolement, d'apathie, de fatigue, des difficultés de concentration, des pertes de la mémoire, et des difficultés d'expression. Ces fragilités combinées avec les ruptures subies vont être des paramètres importants lorsqu'il va falloir se reconstruire individuellement et collectivement²² en exil. Les exilés voient donc leurs possibilités d'intégration nettement diminuées.

Du traumatisme à l'acceptation de l'exil

Le trauma du départ les pousse à survivre, avec leurs sentiments et leurs intérêts reliés au pays d'origine. L'exil n'est pas seulement ressenti comme une perte individuelle ; le deuil est également social, avec la fin d'un contexte d'effervescence politique. La plupart d'entre eux éprouvent un sentiment de culpabilité ; un couple d'universitaire se souvient de cette étape traumatisante :

Ils élaborent des mécanismes de défense pour surmonter leurs difficultés : un comportement de rejet de leur situation, un refus du pays d'accueil, un repli au sein de la communauté exilée,

¹⁸ *Idem*, p.22.

¹⁹ *Ibid*, p.23

²⁰ J. Barudy, D. Paez, Colectivo latino americano de trabajo psico-social (COLAT), *Salud mental y exilio politico : la busqueda de una terapia liberadora*, Seminario, Bruxelles, Belgique, 19 p.

²¹ Voir Les dossiers de la CIMADE information, n°1, *L'appareil répressif et le prisonnier politique : le cas du Chili*, Paris, mars 1977.

²² Lire N. Prognon, *op.cit*, p.116-117 et C. Bolzman, *op.cit*, p.144-149 et p.173-180.

une idéalisation du « là-bas » et la mise en valeur de certains aspects de la vie chilienne comme la nourriture avec les empañadas. Leur temps se structure selon une atemporalité quotidienne et cette attitude de « passager en transit » « avec les valises sous le lit » limite les opportunités de formation et d'apprentissage²³. « Le changement de statut social en France, la déqualification, l'ignorance de la langue et des habitudes françaises, provoquent chez l'adulte une dépendance accrue. En lui refusant la possibilité d'exercer sa profession, le pays d'accueil place l'exilé dans une situation d'échec, qui renforce son sentiment d'incompétence et d'insécurité quant à son avenir²⁴ »

A mesure que le temps passe, les exilés commencent à s'intégrer et ils entament un processus de transculturation. Ils peuvent « ouvrir leurs valises » et commencer à vivre effectivement. Ils changent leurs habitudes alimentaires et s'inquiètent de leurs apparences. Ils revoient leurs mythes et principes, pour enfin, structurer leurs vies et forger des projets individuels. Globalement, ils atteignent une certaine stabilité mais ils maintiennent toujours une attitude critique vis à vis du système français. La seconde génération commence aussi à peser sur la perception de l'exil : les enfants devenus adolescents ont terminé le cycle secondaire et veulent poursuivre des études supérieures en France. Toutefois, à partir de 1982, une nouvelle forme de violence émane du pouvoir militaire : la publication des listes de personnes autorisées à rentrer qui réactive le processus d'incertitude et la décision de se sédentariser dans le pays d'accueil peut être remise en question. Pour autant, la réflexion sur l'expérience vécue et l'effritement de certaines certitudes se soldent par la reconstruction d'une échelle de valeurs qui les pousse à l'intégration. Les exilés se libèrent de la tutelle et de la dépendance exclusive de leur parti ou association politiques (apprentissage de la langue, obtention d'emplois par ses propres moyens, relations d'amitié avec d'autres groupes politiques...), ce qui active une autocritique, chaque fois plus radicale, des conduites politiques partisans et donne comme résultat un lent éloignement des adhésions respectives. L'atomisation des partis politiques en exil en est une illustration évidente.

Détermination de nouveaux rôles sociaux et familiaux

L'épreuve de la déqualification

²³ CODEPU, *Persona, estado, poder : estudios sobre salud mental Chile 1973-1989*, Santiago, nov.1989, op.cit p.191-220.

²⁴ Eugenia Neves, *op.cit*, p.23.

Si les Chiliens n'ont pas connu les mêmes problèmes que les immigrants traditionnels, ils n'en ont pas pour autant, réussi à échapper à une forte déqualification. « On constate en effet que plus on monte dans la hiérarchie sociale, plus les professions sont protégées par des règles corporatistes (professions libérales) ou des barrières de nationalités (fonction publique), avec ce paradoxe rarement souligné, que ce sont les professions où l'on se réclame le plus volontiers des « droits de l'homme » qui sont dans les faits les plus hermétiquement fermées aux « outsiders ». (...) Les réfugiés sont souvent victimes d'un déclassement par rapport à leur position antérieure²⁵ ». Pourtant, certains profiteront des largesses de l'administration, pour exercer des emplois publics sans disposer pour autant du statut de fonctionnaire, d'autres enseigneront l'espagnol dans des établissements privés. Ceux qui avaient une profession libérale ou, plus généralement, dans le secteur administratif sont passés par des formations, Helena se souvient de son stage professionnel en dactylographie : « *c'était un stage pour les Chiliens, hommes et femmes, tous des professionnels : entre autres, un médecin, une journaliste, une bibliothécaire...Aucun de ceux que je connais n'a occupé d'emploi de secrétariat*²⁶ ». Les personnes travaillant dans le secteur social et dans celui de la santé ont été également touchées par cette déqualification. Aussi, les infirmières, les médecins et les psychologues n'ont pu exercer leur profession qu'après avoir repris un cycle d'études, les diplômes chiliens n'ayant pas d'équivalence en France. Les ex fonctionnaires, moyennement formés, ont occupé les mêmes emplois que ceux réservés aux migrants économiques. De plus, le contexte économique et social de la France, à partir de 1974, aggrave la situation des Chiliens avec un accroissement du chômage qui n'est pas sans les affecter. Par conséquent, durant les premiers temps de l'exil, une catégorie importante d'exilés, a dû rester « assistée » pour survivre, ce qui l'a fragilisée. Avec la pérennisation de l'exil ils ont modifié leurs trajectoires professionnelles ; ceux qui s'étaient jusque-là contentés de professions « d'appoint », se lancent dans des formations ayant un lien avec leurs compétences passées.

Fractures et recompositions familiales

Ce contexte a des incidences sur la vie de famille profondément modifiée par le passage d'une société dépendante à une société industrielle développée. Ainsi, les femmes connaissent une

²⁵ Gérard Noiriel, *Population, immigration et identité nationale au XIX^{ème} siècle et au XX^{ème} siècle*, Carré Histoire, Hachette supérieur, Paris, 1992, p. 76.

²⁶ Accueillir, *op.cit*, p.21

réelle émancipation et l'on assiste à une remise en question des rôles jugés, auparavant, comme « naturels ». Elles amorcent plus rapidement leur intégration, bien que nombre d'entre elles soient confrontées au double problème de l'exil et de la séparation du couple.

Pour certaines, il s'agit, vraiment, d'un démarrage, et d'une façon générale, elles ont été transformées par leur vie en France. Guillermina reconnaît : « *j'aurais toujours une affection et une reconnaissance profonde pour mon pays d'accueil, c'est là-bas que j'ai grandi en tant que femme, que j'ai eu mes enfants, que je suis devenue autonome et indépendante*²⁷ ».

Inéluctablement, l'exil est à l'origine de crises familiales, plusieurs raisons sont avancées : une fragilité préexistante des couples, les difficultés de l'insertion professionnelle, la disparition du combat politique, l'évolution des mentalités au contact de nouveaux courants de pensée et des mouvements féministes, l'existence dans le pays d'exil de structures sociales responsabilisant les femmes et l'accès de celles-ci au statut de chef de famille. Dans la majorité des cas, le cumul de ces différents facteurs pousse à l'éclatement de couples d'exilés. Avant le départ, de nombreuses familles sont, déjà, sinistrées par les contrecoups de la dictature sur leur vie quotidienne. Jorge s'est séparée de sa femme quelques mois après son arrivée en France, en octobre 1973, « *nous étions des militants avant de former un couple* », Monica quitte son mari lorsqu'elle décide de rentrer, alors qu'elle s'était battue pour lui lors de son arrivée. Cette déstructuration du tissu familial génère des troubles chez les enfants.

Le coup d'état et la période qui l'a précédé, ont été vécus par la seconde génération d'une manière intense. Dans l'incapacité d'analyser la situation, au moment de leur arrivée en France, ils subissent la situation sans que ne leur soit délivrée une explication cohérente. Ils adoptent alors des stratégies de défense comme l'oubli ou l'idéalisation du Chili et le refus du système français²⁸. De ce fait, l'enceinte scolaire est souvent le théâtre de conflits que ce soit au sujet de la discipline, de l'élitisme voire des exigences scolaires. Autant d'éléments qui n'avaient pas de significations précises pour ces adolescents. La majorité d'entre eux va redoubler au début de l'exil, car ils ne parlent pas la langue et ils ont perdu plusieurs mois de classe. Outre ces difficultés, ils font face à la précarité des circonstances : divorce, syndromes psychologiques des parents, difficultés d'insertion en France. Une accumulation de ces

²⁷ Anne Marie Gaillard, *Exils et retours Itinéraires chiliens*, CIEMI, Ed. L'Harmattan, Paris, 1997, p.

103.

²⁸ Ana Vásquez, *Adolescents du Cône sud de l'Amérique latine en exil*, dossiers de la CIMADE information, Paris, mars 1981, p.5.

paramètres a généré des déséquilibres psychologiques. Pourtant, comme leurs parents, ils connaissent un processus de transculturation et ils vont adopter le modèle français. Ils réalisent un mécanisme de socialisation par la langue, avec des normes et des modèles culturels différents de ceux de leurs parents, en optant pour les référents culturels français, ce qui génère des frictions intrafamiliales :

« je suis partie de chez moi parce que j'avais des problèmes avec mon père. Il n'acceptait pas mes amis français, ni que j'aie un petit ami français. Il voulait que tout soit chilien. (...) Il ne voulait pas que je fume et voulait que je sois vierge jusqu'au mariage. Il vérifiait toujours l'heure à laquelle j'arrivais, si je sortais, à la fin de la semaine, il voulait savoir ce que j'avais fait. En fait, il dit une chose et agit différemment²⁹ ».

Cette intégration s'opère donc, au prix d'un grand coût émotionnel, en exaltant des valeurs, des modalités françaises et en dénigrant certaines de leur pays d'origine, de leur enfance, et de leurs parents. En contre partie, ils disposent d'une double culture.

Même si les conditions d'accueil ont été favorables, les exilés ont du reconstruire leurs liens sociaux, s'adapter à une forme de socialisation ignorée, consentir fréquemment à une déqualification professionnelle pour se résigner à demeurer à l'extérieur. Ce qui traduit, peut-être une certaine force de l'intégration française, sans sous estimer les conflits identitaires connexes à la violence du contexte. Il est incontestable que cette migration forcée a eu des répercussions au Chili où rares sont les familles à ne pas avoir été touchées par cette violation des droits de l'homme. Certes, ils se sont intégrés dans la société française, mais que dire de la rupture vécue et de la détresse longtemps présente et constitutive d'un destin traumatique ? L'intensité et les formes de violence dont ils ont été victimes ne seront jamais oubliées³⁰ ; les stigmates sont enracinés dans les mémoires individuelles et la mémoire collective de cet exil³¹ et se prolongeront au-delà du retour lorsque le cercle se sera refermé.

²⁹ Ibid, p.27.

³⁰ Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Ed. du Seuil, Paris, 2000, p.536-589.

³¹ Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, Albin Michel, Paris, 1997, 295 p.

BIBLIOGRAPHIE

Accueillir, *Réfugiés chiliens : Partir...Revenir*, n°183, Paris, **p.21.**

Barudy J., Paez D., Colectivo latino americano de trabajo psico-social (COLAT), *Salud mental y exilio politico : la busqueda de une terapia liberadore*, Seminario, Bruxelles, Belgique, 19 p.

Bolzman Claudio, *Sociologie de l'exil : une approche dynamique : l'exemple des réfugiés chiliens en Suisse*, Editions Seismo, Zürich, 1996, 333 p.

CODEPU, *Persona, estado, poder : estudios sobre salud mental, Chile 1973-1989*, Santiago, 1989, 277 p.

Comisión Etica Contra la Tortura, *Informe de la Comision Etica contra la tortura*, al Presidente de la republica, Sr. Ricardo, Lagos,Santiago de Chile, 10 Diciembre del 2001, 70 p.

de Menthon Pierre, *Je témoigne Québec 1967, Chili 1973*, Ed. du CERF, Paris, 1979, 1\$50 p.
del Pozo José, *Exiliados, emigrados y retornados, Chilenos en América y Europa, 1973-2004*, RIL editores, Santiago, 2006, 211 p.

Gaillard Anne Marie, *Exils et retours Itinéraires chiliens*, CIEMI, Ed. L'Harmattan, Paris, 1997, 303 p.

Halbwachs Maurice, *La mémoire collective*, Albin Michel, Paris, 1997, 295 p.

Fanny Jedlicki, « De l'exilé héroïque à l'illégitimité du retornado. Les retours des familles de réfugiés chiliens en France », *Anuario de Estudios Americanos*, 64, 1, enero-junio, 87-110, Sevilla, 2007, p.87-110.

Karsten M.E., « Die bedeutung der Zeit in Migrationsleben », *Migration*, 1, 1987, p.109-113.

Les dossiers de la CIMADE information, n°1, *L'appareil répressif et le prisonnier politique : le cas du Chili*, Paris, mars 1977.

Ministerio de relaciones exteriores, *Chilenos en el exterior*, Santiago, 2005, 245 p.

Neves Eugenia, *En Paris de fantasma*, Ed. Cantalao, Santiago, 1987, 163 p.

Noiriel Gérard, *Population, immigration et identité nationale au XIXème siècle et au XXème siècle*, Carré Histoire, Hachette supérieur, Paris, 1992, 190 p.

Prognon Nicolas, *La diaspora chilienne en France : l'exil et le retour (1973-1994)*, Thèse de doctorat, UTM, Toulouse, Tome 1, 2002, 202 p.

Reszcynski Katia, Rojas Paz, Barcelo Patricia, *Tortura y resistencia en Chile, estudio medico-politico*, editorial Emision, Santiago, 1991, 311 p.

Ricoeur Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Ed. du Seuil, Paris, 2000, 689 p.

Vásquez Ana, *Adolescents du Cône sud de l'Amérique latine en exil*, dossiers de la CIMADE information, Paris, mars 1981, 42 p.

Vicaria de la Solidaridad, *Exilio y desexilio*, Santiago, 1990, 217 p.